

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 99 — 2169

[C - 99/27513]

**6 MAI 1999. — Décret relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux  
en matière de taxes régionales directes (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux taxes directes établies par des décrets de la Région wallonne, sauf dans la mesure où ces décrets y dérogent.

**Art. 2.** Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de recevoir, de vérifier les déclarations, de procéder à l'établissement, à l'enrôlement des taxes régionales directes.

**Art. 3.** Les taxes régionales directes font l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

**Art. 4.** Le Gouvernement détermine :

1° le mode à suivre pour les déclarations, la formation et la notification des rôles, les paiements et quittances;

2° le tarif des frais de poursuites.

**Art. 5.** Toutes communications concernant la déclaration et le contrôle, ainsi que les extraits de rôle sont transmis au redevable sous pli fermé.

*CHAPITRE II. — La déclaration*

**Art. 6.** Les redevables tenus de faire une déclaration utilisent la formule dont le modèle est établi par le Gouvernement.

La formule est délivrée par le service désigné par le Gouvernement.

**Art. 7.** La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

Les documents ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

S'il s'agit de copies, elles doivent être certifiées conformes aux originaux; les autres annexes à la déclaration doivent être certifiées exactes, datées et signées, sauf si elles émanent de tiers.

La déclaration doit être envoyée ou remise au service intéressé dans le délai indiqué sur la formule.

**Art. 8.** Si le redevable est décédé ou en état d'incapacité légale, l'obligation de déclarer incombe, dans le premier cas, aux héritiers ou aux légataires ou donataires universels et, dans le second cas, au représentant légal. Pour les sociétés dissoutes, cette obligation incombe aux liquidateurs.

**Art. 9.** Les déclarations peuvent aussi être souscrites par un mandataire qui doit alors justifier du mandat en vertu duquel il agit.

Les redevables ne sachant ni lire ni signer peuvent faire remplir leur déclaration par les agents du service auquel elle doit être remise, à condition qu'ils donnent les indications requises. Dans ce cas, il est fait mention de ladite circonstance dans la déclaration et celle-ci est revêtue de la signature de l'agent qui l'a reçue.

**Art. 10.** Les redevables fournissent, dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la demande, sans déplacement, tous renseignements, livres et documents que l'administration juge nécessaires pour assurer la juste perception de la taxe.

Les renseignements peuvent porter sur les opérations auxquelles le redevable a été partie et être invoqués pour la taxation des tiers qui ont été parties à ces opérations.

**Art. 11.** L'administration peut, en ce qui concerne un redevable déterminé, recueillir des attestations écrites, entendre des tiers et requérir dans le délai qu'elle fixe, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, des personnes physiques ou morales, ainsi que des associations n'ayant pas la personnalité juridique, à l'exclusion des services, établissements et organismes publics, la production de tous renseignements qu'elle juge nécessaires à l'effet d'assurer la juste perception de la taxe.

**Art. 12.** Pour déterminer si une personne est soumise à la taxe et pour établir l'assiette et le montant de la taxe, le service désigné par le Gouvernement peut recourir à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

CHAPITRE III. — *Procédure de taxation**Section 1<sup>re</sup>. — Rectification de la déclaration*

**Art. 13.** Lorsque l'administration estime devoir rectifier les éléments que le redevable a mentionnés dans sa déclaration, elle fait connaître à celui-ci, par lettre recommandée à la poste les éléments qu'elle se propose de substituer à ceux qui ont été déclarés, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier la rectification.

**Art. 14.** Le redevable peut notifier à l'administration les observations qu'il entend faire valoir dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis de rectification, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs.

La taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai, sauf si les droits du Trésor régional sont en péril, pour une cause autre que l'expiration des délais d'imposition.

*Section 2. — Taxation d'office*

**Art. 15.** L'administration peut procéder à la taxation d'office en raison de la base imposable qu'elle peut présumer eu égard aux éléments dont elle dispose dans les cas où le redevable s'est abstenu :

- soit de remettre la déclaration, qui lui est imposée par le décret qui établit la taxe, dans le délai requis;
- soit de produire les renseignements demandés par l'administration dans le délai fixé par celle-ci ou de communiquer les livres et documents qui lui ont été réclamés.

**Art. 16.** Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure et les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de cette notification pour faire valoir ses observations par écrit.

**Art. 17.** Lorsque le redevable est taxé d'office, la preuve du montant exact de la base imposable lui incombe, sauf si le redevable établit qu'il a été empêché, par de justes motifs, de satisfaire à ses obligations dans le délai fixé ou lorsque la taxation d'office a été établie sur la base mentionnée dans l'avis d'imposition d'office avant l'expiration du délai prévu par l'article 14, parce que les droits du Trésor sont en péril.

CHAPITRE IV. — *Délai d'imposition et exigibilité des taxes*

**Art. 18.** Les rôles sont formés et rendus exécutoires par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

**Art. 19.** La période imposable est l'année civile à laquelle se rapporte la situation qui fait l'objet de la taxe, ou la partie de cette année civile pendant laquelle le redevable a réuni les conditions d'assujettissement à la taxe.

L'exercice d'imposition est l'année civile qui suit la période imposable.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'exercice d'imposition à la taxe sur les déchets ménagers visée par la section 1<sup>re</sup> du chapitre II du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne coïncide à la période imposable.

La taxe due pour un exercice d'imposition est établie sur la base imposable relative à la période imposable.

**Art. 20.** La taxe doit être établie au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Toutefois, si la déclaration prescrite par le présent décret ou par le décret qui établit la taxe n'a pas été introduite dans le délai prescrit par l'article 7 ou si la taxe due est supérieure à celle qui se rapporte aux éléments mentionnés dans la formule de déclaration, la taxe ou le supplément de taxe peut être établi pendant trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au décret qui établit la taxe, commise dans une intention frauduleuse.

**Art. 21.** Aussitôt que les rôles sont rendus exécutoires, il en est notifié des extraits aux redevables intéressés.

**Art. 22.** L'avertissement-extrait de rôle contient :

1. les termes « Région wallonne »;
2. l'identité (nom et prénom ou dénomination selon le cas) et l'adresse du redevable;
3. la référence du décret qui établit la taxe et, en annexe, des extraits de ce décret;
4. l'exercice d'imposition;
5. le numéro de l'article du rôle de la taxe concernée;
6. la date du visa exécutoire du rôle;
7. la base de calcul et le montant de la taxe;
8. la date d'exigibilité;

9. la désignation et l'adresse du service chargé d'établir la taxe;
10. la désignation et l'adresse du service chargé de percevoir la taxe et le compte auquel la taxe doit être payée;
11. la désignation et l'adresse du fonctionnaire auprès duquel le recours administratif peut être introduit et le délai de recours.

**Art. 23.** La taxe doit être acquittée au plus tard dans les deux mois suivant la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

**Art. 24.** Lorsque les droits du Trésor régional sont en péril, les taxes sont immédiatement exigibles pour leur totalité.

#### CHAPITRE V. — *Voies de recours*

##### *Section 1<sup>re</sup>* — Recours administratif

**Art. 25.** Le redevable peut introduire une réclamation par écrit contre la taxe établie à sa charge auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

La réclamation doit être motivée et présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les trois mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle au redevable.

**Art. 26.** Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement statue sur la réclamation, en tant qu'autorité administrative, par décision motivée.

La décision indique qu'elle est susceptible de recours judiciaire et précise le délai dans lequel ce recours peut être introduit.

**Art. 27.** Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des surtaxes résultant d'erreurs matérielles, de doubles emplois, ainsi que celles qui apparaîtraient à la lumière de documents ou faits nouveaux probants, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par l'administration ou signalées par le redevable à celle-ci dans les trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la taxe est établie.

##### *Section 2.* — Recours judiciaire

**Art. 28.** En cas de rejet de sa réclamation ou à défaut de décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement dans les six mois à dater de la réception de la réclamation par ce fonctionnaire, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre la décision de ce fonctionnaire ou, à défaut de celle-ci, contre la taxation, devant la juridiction civile.

Ce recours judiciaire doit être motivé.

Il est introduit par exploit d'huissier signifié à la Région en la personne du Ministre-Président.

Lorsque le recours judiciaire est dirigé contre une décision de rejet de la réclamation, il doit être introduit dans les trois mois de la notification de la décision au redevable par l'administration.

Lorsque le recours judiciaire est introduit en l'absence de décision sur la réclamation après l'expiration du délai de six mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement est dessaisi.

#### CHAPITRE VI. — *Intérêts*

##### *Section 1<sup>re</sup>* — Intérêts de retard dus par le redevable

**Art. 29.** En cas de non-paiement dans le délai fixé à l'article 23, un intérêt de retard dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit.

**Art. 30.** Cet intérêt est calculé par mois civil pour chaque taxe sur la somme restant due, arrondie au millier inférieur, à partir, soit du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance, soit du premier jour du mois qui suit celui du paiement précédent, pour autant qu'une somme ait été imputée sur la dette en principal, jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le paiement a lieu.

L'intérêt n'est pas dû si son montant est inférieur à 1 000 francs.

**Art. 31.** Le Gouvernement ou son délégué peut accorder aux conditions qu'il détermine l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard.

##### *Section 2.* — Intérêts moratoires dus par la Région

**Art. 32.** En cas de restitution de taxes, d'intérêts de retard, un intérêt moratoire dont le taux est identique au taux légal est alloué au redevable.

**Art. 33.** Cet intérêt est calculé par mois civil sur le montant de chaque paiement arrondi au millier inférieur; le mois pendant lequel a eu lieu le paiement est négligé, mais le mois au cours duquel est envoyé au redevable l'avis mettant à sa disposition la somme à restituer est compté pour un mois entier.

**Art. 34.** Aucun intérêt moratoire n'est alloué :

1. lorsque son montant n'atteint pas 1 000 francs par mois;
2. lorsque le remboursement résulte de la remise ou modération d'une amende.

CHAPITRE VII. — *Recouvrement**Section 1re.* — Les poursuites

**Art. 35.** A défaut de paiement de la taxe, de l'amende et des intérêts exigibles, le receveur des taxes et redevances (ci-après dénommé le receveur) peut décerner une contrainte.

La contrainte reproduit les mentions de l'avertissement-extrait de rôle.

Le receveur est seul compétent pour accorder termes et délais. Si les termes et délais sollicités sont refusés, le receveur est tenu de motiver sa décision.

**Art. 36.** La contrainte est signifiée au redevable par exploit d'huissier de justice, avec commandement de payer dans les 24 heures, à peine d'exécution par voie de saisie.

Le commandement doit porter, en tête, un extrait du rôle concernant le redevable et une copie de l'exécutoire.

**Art. 37.** Le délai de commandement étant expiré, le receveur fait procéder à la saisie-exécution mobilière, laquelle s'opère de la manière établie par le Code judiciaire, sauf les dérogations prévues ci-après.

**Art. 38.** Préalablement à la saisie, l'huissier instrumentant requiert le redevable de lui présenter la quittance des comptes versés et fait mention de cette réquisition dans le procès-verbal de saisie.

**Art. 39.** Il est procédé à la saisie-exécution mobilière, nonobstant toute opposition à commandement, à moins que l'huissier instrumentant ne juge utile d'en référer au receveur qui ordonne, selon le cas, de surseoir ou de passer outre aux poursuites ultérieures.

**Art. 40.** Avant de procéder à la vente, l'huissier instrumentant en fait la déclaration au bureau de l'enregistrement.

Il mentionne cette formalité dans le procès-verbal de vente.

**Art. 41.** Si aucun adjudicataire ne se présente, la vente est ajournée et les objets sont, en vertu de la permission du juge des saisies, transportés sur le marché le plus voisin ou en un autre lieu plus avantageux.

L'huissier instrumentant dresse procès-verbal de non-adjudication et procède à une nouvelle vente.

**Art. 42.** Seule l'opposition quant à la forme des actes suspend l'exécution, en ce sens qu'il ne peut être procédé à la vente des objets saisis qu'après décision judiciaire.

**Art. 43.** A l'égard des redevables qui, par enlèvement d'objets mobiliers ou autrement, tenteraient de faire disparaître ou simplement de diminuer les garanties du Trésor régional, le receveur peut faire procéder à la saisie-exécution mobilière, sans signification préalable d'un commandement.

Dans ce cas, l'exploit de saisie contiendra commandement avant la saisie et portera les diverses indications visées par l'article 22 ainsi que les motifs qui justifient la non-signification préalable d'un commandement.

**Art. 44.** La saisie-exécution immobilière s'opère de la manière établie par le Code judiciaire. Elle doit faire l'objet d'une autorisation du Gouvernement.

**Art. 45.** Le receveur joint à la demande d'autorisation :

1° un certificat délivré par le conservateur des hypothèques, des inscriptions grevant les biens à exproprier;

2° un état indiquant :

a. le nom du redevable retardataire;

b. la nature et le montant des taxes à recouvrer;

c. la valeur vénale estimative desdits biens;

d. leur revenu cadastral;

e. la valeur approximative des objets mobiliers affectés au privilège du Trésor régional dont la saisie pourrait être pratiquée.

**Art. 46.** Il est défendu au receveur et aux huissiers instrumentant de s'adjuger ou de se faire adjuger soit directement, soit indirectement aucun des objets dont ils poursuivent la vente, à peine de nullité de celle-ci.

**Art. 47.** S'il n'y a pas d'autres créanciers saisissants ou opposants, le produit de la vente, sous déduction des frais de poursuite dus à l'huissier, est versé au receveur. S'il y a d'autres créanciers saisissants ou opposants, l'huissier de justice procède à la distribution par contribution de la manière établie par le Code judiciaire.

**Art. 48.** Le receveur peut faire procéder, par lettre recommandée à la poste, à la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable. La saisie doit être dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

**Art. 49.** Cette saisie produit ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire. Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi par le receveur d'un avis de saisie conformément à l'article 1390 du Code judiciaire.

**Art. 50.** Sous réserve de ce qui est prévu aux articles 48 et 49, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, aliéna 1<sup>er</sup> et 2, et 1543 du Code judiciaire sont applicables à cette saisie étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du receveur.

**Art. 51.** La saisie-arrêt-exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît, de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par lettre recommandée à la poste :

1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt-exécution;

2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3° qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le receveur, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci;

4° que les effets saisis doivent être réalisés.

**Art. 52.** La saisie-arrêt-exécution doit être pratiquée dans le mois du dépôt à la poste de la déclaration prévue à l'article 1542 du Code judiciaire; à défaut, la saisie, visée à l'article 48, est réputée nulle et non avenue.

Dans ce cas, la saisie-arrêt pratiquée par lettre recommandée à la poste par le receveur garde ses effets conservatoires si le receveur fait procéder par exploit d'huissier comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire à une saisie-arrêt-exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

#### Section 2. — Effets des recours sur le recouvrement

**Art. 53.** En cas de recours administratif ou judiciaire, la taxe contestée, augmentée de l'amende et des intérêts et frais éventuels, est considérée comme une dette liquide et certaine et peut être recouvrée par toutes voies d'exécution, dans la mesure où elle correspond :

- soit aux éléments qui ont été mentionnés dans la déclaration du redevable ou à des éléments sur lesquels le redevable a marqué son accord au cours de la procédure d'établissement de la taxe;
- soit, en cas de taxation d'office à défaut de déclaration, à la taxe de même nature enrôlée à charge du redevable pour l'exercice précédent.

Dans la mesure où la taxe contestée excède les limites indiquées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le receveur ne peut procéder qu'à des saisies conservatoires en vue de garantir le recouvrement ultérieur.

**Art. 54.** Pour l'application de l'article 53, l'effet suspensif du recours judiciaire vaut pour la première instance, l'instance d'appel et l'instance de cassation.

**Art. 55.** Dans les cas spéciaux, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut faire surseoir au recouvrement dans la mesure et aux conditions qu'il détermine.

#### Section 3. — Prescription

**Art. 56.** Les taxes régionales se prescrivent par cinq ans à compter de leur date d'échéance, telle que celle-ci résulte de l'article 23 du présent décret.

**Art. 57.** Ce délai peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription s'il n'y a instance en justice.

#### CHAPITRE VIII. — Droit et privilège du trésor en matière de recouvrement

**Art. 58.** Pour le recouvrement des taxes, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux et une hypothèque légale sur tous les biens appartenant au redevable susceptibles d'hypothèque situés en Région wallonne.

**Art. 59.** Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du livre II du Code de commerce.

**Art. 60.** L'hypothèque est inscrite à la requête du receveur nonobstant opposition, contestation ou recours sur présentation d'une copie certifiée conforme par le receveur de l'avertissement mentionnant la date de l'exécutoire du rôle.

**Art. 61.** Le receveur donne mainlevée dans la forme administrative sans qu'il soit tenu, vis-à-vis du conservateur des hypothèques, de fournir la justification du paiement des sommes dues.

**Art. 62.** Les frais de formalités hypothécaires relatives à l'hypothèque légale sont à charge du redevable.

#### CHAPITRE IX. — Sanctions administratives

**Art. 63.** En cas d'infraction au présent décret ou au décret établissant la taxe, commise dans le but d'éluder la taxe, celle-ci est augmentée de plein droit d'une amende de 100 % du montant de la taxe que le redevable a tenté d'éluder. Toute infraction aux règles visées à l'article 11 du présent décret, commise par un tiers, sera frappée d'une amende de 25 000 francs. Ces amendes sont établies et recouvrées de la même manière que la taxe à laquelle elles se rapportent.

**Art. 64.** Le Gouvernement ou son délégué statue sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes fiscales et conclut les transactions avec les redevables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération de taxe.

#### CHAPITRE X. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 65.** Dans le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le chapitre II, section II insérée par le décret du 16 juillet 1998, l'intitulé de la sous-section première est remplacé par l'intitulé suivant : « Fait générateur de la taxe »;

2° à l'article 6bis inséré par le décret du 16 juillet 1998, les mots « du prélèvement sur les déchets visés » sont remplacés par les mots « de la taxe visée »;

3° aux articles 6ter, 6quinquies, 18ter et 25, alinéa 2, insérés par le décret du 16 juillet 1998, les mots « du prélèvement » sont remplacés par les mots « de la taxe »;

4° aux articles 6quater et 18bis, insérés par le décret du 16 juillet 1998, les mots « Le prélèvement » sont remplacés par les mots « La taxe »;

5° l'article 21, remplacé par le décret du 17 décembre 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« A défaut de paiement de l'acompte dans le délai fixé, l'intérêt de retard dû est calculé sur la somme due par jour de retard sur base de trois cent soixante-cinq jours calendrier. »;

6° à l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 16 juillet 1998, les mots « ou le prélèvement » sont supprimés, et les mots « la taxe ou le prélèvement éludés ou payés » sont remplacés par les mots « la taxe éludée ou payée ».

**Art. 66.** Sont abrogés dans le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne :

1° l'article 17;

2° l'article 18, §§ 2 et 3, modifié par le décret du 16 juillet 1998;

3° les articles 20, alinéa 3, 22, alinéa 4, 23, 23bis, 23ter et 24, remplacés par le décret du 17 décembre 1992;

4° les articles 26, 27, 29 et 30, modifiés par le décret du 16 juillet 1998;

5° l'article 31;

6° l'article 32 modifié par le décret du 16 juillet 1998;

7° l'article 33;

8° l'article 34 remplacé par le décret du 17 décembre 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie,  
du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil 507 (1998-1999) n<sup>os</sup> 1 à 5.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 28 avril 1999. — Discussion. — Vote.*

—————  
ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2169

[C - 99/27513]

#### 6. MAI 1999 — Dekret über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung, sanktionieren es:

##### KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf die durch Dekrete der Wallonischen Region festgesetzten direkten Abgaben, außer in dem Maße, wie diese Dekrete davon abweichen.

**Art. 2** - Die Regierung bezeichnet die Beamten, die damit beauftragt werden die Erklärungen zu empfangen und zu prüfen, die Festsetzung der regionalen direkten Abgaben und deren Eintragung in die Heberolle vorzunehmen.

**Art. 3** - Die regionalen direkten Abgaben sind Gegenstand von jährlichen oder speziellen Heberollen.

**Art. 4** - Die Regierung bestimmt:

1° das zu beachtende Verfahren für die Erklärungen, die Bildung und die Bekanntgabe der Heberollen, die Zahlungen und Quittungen;

2° die Gebühren für die Vollstreckungskosten.

**Art. 5** - Alle Mitteilungen bezüglich der Erklärung und der Kontrolle, sowie alle Auszüge aus der Heberolle werden dem Abgabepflichtigen in geschlossenem Umschlag übermittelt.

##### KAPITEL II — *Die Erklärung*

**Art. 6** - Die Abgabepflichtigen, die eine Erklärung abgeben müssen, gebrauchen das Formular, dessen Muster durch die Regierung festgesetzt wird.

Das Formular wird durch die von der Regierung bezeichnete Dienststelle übermittelt.

**Art. 7** - Das Formular wird gemäß den darin befindlichen Anweisungen ausgefüllt, für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben.

Die Dokumente oder Auskünfte, deren Vorlage in dem Formular vorgesehen ist, gehören zur Erklärung und müssen ihr beigefügt werden.

Handelt es sich um Abschriften, so müssen sie als der Originalfassung gleichlautend bescheinigt werden; die anderen Anlagen zur Erklärung müssen für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben werden, außer wenn sie von Drittpersonen stammen.

Die Erklärung muss der betroffenen Dienststelle innerhalb der auf dem Formular angegebenen Frist zugeschickt werden.

**Art. 8** - Ist der Abgabepflichtige verstorben oder rechtsunfähig, so obliegt die Erklärungsverpflichtung im ersten Fall den Erben oder den Gesamtvermächtnisnehmern oder -schenkungsempfängern und im zweiten Fall dem gesetzlichen Vertreter.

Was die aufgelösten Gesellschaften betrifft, obliegt diese Verpflichtung den Liquidatoren.

**Art. 9** - Die Erklärungen können auch durch einen Mandatar gezeichnet werden, der dann das Mandat, aufgrund dessen er handelt, nachweisen muss.

Die Abgabepflichtigen, die weder lesen noch unterschreiben können, können ihre Erklärung durch den Bediensteten, dem sie übermittelt werden muss, ausfüllen lassen, unter der Bedingung, dass sie die erforderlichen Auskünfte geben. In diesem Fall wird der besagte Umstand in der Erklärung erwähnt und letztere durch den Bediensteten, der sie empfangen hat, unterschrieben.

**Art. 10** - Innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Datum der Zustellung des Antrags übermitteln die Abgabepflichtigen an Ort und Stelle alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die die Verwaltung als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern.

Die Auskünfte können die Geschäfte betreffen, an denen der Abgabepflichtige beteiligt worden ist, und können bei der Besteuerung von Drittpersonen, die an diesen Geschäften beteiligt worden sind, herangezogen werden.

**Art. 11** - Was einen bestimmten Abgabepflichtigen betrifft, kann die Verwaltung schriftliche Atteste einziehen, Drittpersonen anhören und innerhalb der durch sie festgesetzten Frist, wobei diese Frist aus berechtigten Gründen verlängert werden kann, von natürlichen oder juristischen Personen sowie von Vereinigungen ohne Rechtspersönlichkeit, mit Ausnahme der öffentlichen Dienststellen, Einrichtungen und Anstalten, die Vorlage von allen Auskünften anfordern, die sie als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern.

**Art. 12** - Um zu bestimmen, ob eine Person abgabepflichtig ist, und um die Bemessungsgrundlage und den Betrag der Abgabe festzusetzen, kann die durch die Regierung bezeichnete Dienststelle zu allen durch das Zivilgesetz angenommenen Beweismitteln außer dem Eid greifen.

### KAPITEL III. — Besteuerungsverfahren

#### Abschnitt 1. — Berichtigung der Erklärung

**Art. 13** - Wenn die Verwaltung meint, dass die durch den Abgabepflichtigen in seiner Erklärung vermerkten Angaben berichtigt werden müssen, teilt sie ihm per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Angaben mit, mit denen sie die durch ihn erklärten Angaben ersetzen möchte und gibt ihm dabei die Gründe bekannt, die ihrer Meinung nach die Berichtigung rechtfertigen können.

**Art. 14** - Innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung der Berichtigungsanzeige kann der Abgabepflichtige der Verwaltung die Bemerkungen, die er vorbringen möchte, mitteilen, wobei diese Frist aus berechtigten Gründen verlängert werden kann.

Die Abgabe darf nicht vor dem Ablauf dieser Frist festgesetzt werden, es sei denn die Rechte des regionalen Schatzamtes sind gefährdet, aus einem anderen Grund als dem Ablauf der Besteuerungsfristen.

#### Abschnitt II. — Besteuerung von Amts wegen

**Art. 15** - Die Verwaltung kann die Besteuerung von Amts wegen vornehmen wegen der Steuergrundlage, die sie in Anbetracht der Angaben schätzen kann, über welche sie verfügt, falls der Abgabepflichtige:

— entweder die ihm durch das Dekret, das die Abgabe festsetzt, vorgeschriebene Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht eingereicht hat;

— oder die durch die Verwaltung erwünschten Auskünfte innerhalb der durch sie festgesetzten Frist nicht mitgeteilt hat oder die Bücher und Dokumente, um deren Vorlage er gebeten worden ist, nicht vorgelegt hat.

**Art. 16** - Bevor sie die Besteuerung von Amts wegen vornimmt, teilt die Verwaltung dem Abgabepflichtigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Gründe für dieses Verfahren und die Elemente, auf denen die Besteuerung beruht, sowie die Weise, auf welche diese Elemente bestimmt worden sind, und den Betrag der Abgabe mit.

Der Abgabepflichtige verfügt über eine einmonatige Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung dieser Mitteilung, um seine Bemerkungen schriftlich gelten zu lassen.

**Art. 17** - Wenn der Abgabepflichtige von Amts wegen besteuert wird, obliegt es ihm den genauen Betrag der Steuergrundlage zu beweisen, außer wenn der Abgabepflichtige beweist, dass er aus berechtigten Gründen daran verhindert wurde seinen Verpflichtungen innerhalb der festgesetzten Frist zu genügen, oder wenn die Besteuerung von Amts wegen vor dem Ablauf der in Artikel 14 vorgesehenen Frist auf der in der Mitteilung über die Besteuerung von Amts wegen erwähnten Grundlage festgesetzt worden ist, weil die Rechte des Schatzamtes gefährdet sind.

### KAPITEL IV. — Veranlagungsfrist und Fälligkeit der Abgaben

**Art. 18** - Die Heberollen werden durch den von der Regierung bezeichneten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt.

**Art. 19** - Der Besteuerungszeitraum ist das Kalenderjahr, worauf sich die Situation, die Gegenstand der Abgabe ist, bezieht, oder der Teil dieses Kalenderjahres, während dessen der Abgabepflichtige die Bedingungen für die Abgabepflichtigkeit erfüllt hat.

Das Steuerjahr ist das Kalenderjahr, das dem Besteuerungszeitraum folgt.

In Abweichung von Absatz 2 fällt das Steuerjahr für die Haushaltsmüllabgabe, die in Abschnitt 1 des Kapitels II des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Besteuerung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnt wird, zusammen mit dem Besteuerungszeitraum.

Die für ein Steuerjahr geschuldete Abgabe wird auf der den Besteuerungszeitraum betreffenden Steuergrundlage festgesetzt.

**Art. 20** - Die Abgabe muss spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem Steuerjahr folgt, festgesetzt werden.

Wenn aber die in dem vorliegenden Dekret oder in dem die Abgabe festsetzenden Dekret vorgeschriebene Erklärung nicht innerhalb der in Artikel 7 vorgeschriebenen Frist eingereicht worden ist, oder wenn die geschuldete Abgabe höher ist als diejenige, die sich auf die auf dem Erklärungsvordruck erwähnten Elemente bezieht, kann die Abgabe oder der Zuschlag während drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres festgesetzt werden.

Im Falle eines mit betrügerischer Absicht begangenen Verstoßes gegen das die Abgabe festsetzende Dekret wird diese Frist um zwei Jahre verlängert.

**Art. 21** - Sobald die Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden Auszüge davon den interessierten Abgabepflichtigen mitgeteilt.

**Art. 22** - Der Steuerbescheid enthält:

1. den Wortlaut «Wallonische Region»;
2. die Identität (Name und Vorname oder Bezeichnung je nach Fall) und die Anschrift des Abgabepflichtigen;
3. die Angabe des die Abgabe festsetzenden Dekrets und, in der Anlage, Auszüge aus diesem Dekret;
4. das Steuerjahr;
5. die Nummer des Artikels der Heberolle der betroffenen Abgabe;
6. das Datum des Vollstreckungsvermerks der Heberolle;
7. die Berechnungsgrundlage und den Betrag der Abgabe;
8. das Fälligkeitsdatum;
9. die Bezeichnung und die Anschrift der mit der Festsetzung der Abgabe beauftragten Dienststelle;
10. die Bezeichnung und die Anschrift der mit der Erhebung der Abgabe beauftragten Dienststelle und das Konto, auf welches die Abgabe überwiesen werden muss;
11. die Bezeichnung und die Anschrift des Beamten, bei welchem die verwaltungsrechtliche Beschwerde eingereicht werden kann und die dazu gewährte Frist.

**Art. 23** - Die Abgabe muss spätestens innerhalb von zwei Monaten nach dem Zeitpunkt der Zustellung des Steuerbescheids gezahlt werden.

**Art. 24** - Wenn die Rechte des regionalen Schatzamtes gefährdet sind, sind die Abgaben unverzüglich in ihrer Gesamtheit fällig.

#### KAPITEL V. — *Beschwerdewege*

##### *Abschnitt 1. — Verwaltungsrechtliche Beschwerde*

**Art. 25** - Der Abgabepflichtige kann beim durch die Regierung bezeichneten Beamten eine schriftliche Beschwerde gegen die zu seiner Last festgesetzte Abgabe einreichen.

Die Beschwerde muss unter Gefahr der Aberkennung spätestens innerhalb drei Monaten ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Steuerbescheids an den Abgabepflichtigen begründet und vorgelegt werden.

**Art. 26** - Der durch die Regierung bezeichnete Beamte entscheidet über die Beschwerde, als Verwaltungsbehörde handelnd, durch begründete Verfügung.

Die Entscheidung weist darauf hin, dass ein gerichtliches Beschwerdeverfahren gegen sie möglich ist und gibt die Frist an, innerhalb welcher dieses Verfahren eingeleitet werden kann.

**Art. 27** - Der durch die Regierung bezeichnete Beamte gewährt den Nachlass der Überbesteuerungen, die aus materiellen Fehlern oder doppelter Besteuerung resultieren, sowie derjenigen, die aufgrund neuer beweiskräftiger Dokumente oder Tatsachen, deren späte Vorlage oder Angabe durch den Abgabepflichtigen aus berechtigten Gründen gerechtfertigt wird, erscheinen würden, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerungen durch die Verwaltung festgestellt worden sind oder dieser durch den Abgabepflichtigen innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, während dessen die Abgabe festgesetzt worden ist, mitgeteilt worden sind.

##### *Abschnitt II. — Gerichtliche Beschwerde*

**Art. 28** - Falls seine Beschwerde zurückgewiesen wird oder in Ermangelung einer Entscheidung des durch die Regierung bezeichneten Beamten innerhalb von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt des Empfangs der Beschwerde durch diesen Beamten, kann der Abgabepflichtige vor dem Zivilgericht eine gerichtliche Beschwerde gegen die Entscheidung dieses Beamten einreichen oder in Ermangelung der Letzteren gegen die Besteuerung. Diese gerichtliche Beschwerde muss begründet sein. Sie wird mittels einer Gerichtsvollzieherurkunde eingereicht, die der Region in der Person des Minister-Vorsitzenden zugestellt wird.

Wenn die gerichtliche Beschwerde gegen eine Zurückweisungsentscheidung der Beschwerde gerichtet ist, muss sie innerhalb von drei Monaten ab der Zustellung der Entscheidung durch die Verwaltung an den Abgabepflichtigen eingereicht werden.

Wenn die gerichtliche Beschwerde in Ermangelung einer Entscheidung über die Beschwerde nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten sechsmonatigen Frist eingereicht wird, wird der durch die Regierung bezeichnete Beamte für nicht zuständig erklärt.

#### KAPITEL VI. — *Zinsen*

##### *Abschnitt 1. — Durch den Abgabepflichtigen geschuldete Verzugszinsen*

**Art. 29** - Im Falle der Nichtzahlung innerhalb der in Artikel 23 festgesetzten Frist werden Verzugszinsen, deren Satz mit dem gesetzlichen Zinssatz identisch ist, von Rechts wegen geschuldet.

**Art. 30** - Diese Zinsen werden für jede Abgabe pro Kalendermonat auf der noch geschuldeten und auf das untere Tausend abgerundeten Summe berechnet, dies entweder ab dem ersten Tag des Monats, der dem Fälligkeitsmonat folgt, oder ab dem ersten Tag des Monats, der demjenigen der vorigen Zahlung folgt, sofern eine Summe auf die Kapitalschuld angerechnet worden ist, bis zum letzten Tag des Monats, in welchem die Zahlung stattfindet.

Falls der Zinsbetrag kleiner als 1 000 Franken ist, wird er nicht geschuldet.



**Art. 31** - Die Regierung oder die durch sie beauftragte Person kann unter den durch sie bestimmten Bedingungen den Erlass der ganzen Verzugszinsen oder eines Teils davon gewähren.

*Abschnitt 2. — Durch die Region geschuldete Aufschußzinsen*

**Art. 32** - Im Falle der Zurückerstattung von Abgaben oder Verzugszinsen werden dem Abgabepflichtigen Aufschußzinsen, deren Satz mit dem gesetzlichen Zinssatz identisch ist, gewährt.

**Art. 33** - Diese Zinsen werden pro Kalendermonat auf dem auf das untere Tausend abgerundeten Betrag jeder Zahlung berechnet; der Monat, in welchem die Zahlung stattgefunden hat, wird nicht berücksichtigt; der Monat, in welchem die Mitteilung, durch die zurückzuzahlende Summe dem Abgabepflichtigen zur Verfügung gestellt wird, ihm zugeschickt wird, zählt für einen ganzen Monat.

**Art. 34** - Es werden keine Aufschußzinsen gewährt, wenn ihr Betrag kleiner als 1 000 Franken pro Monat ist; wenn die Zurückerstattung aus dem Erlass oder der Verminderung einer Geldstrafe resultiert.

KAPITEL VII. — *Beitreibung der Abgabe*

*Abschnitt 1. — Die Verfolgungen*

**Art. 35** - In Ermangelung der Zahlung der Abgabe, des Bußgeldes und der Geschuldeten

Zinsen kann der Einnehmer der Steuern und Gebühren (weiter unten den Einnehmer genannt) einen Zahlungsbefehl erlassen. Auf dem Zahlungsbefehl stehen die gleichen Angaben wie auf dem Steuerbescheid.

Nur der Einnehmer ist für die Gewährung von Zahlungsfristen und -terminen zuständig. Wenn die beantragten Fristen und Termine abgelehnt werden, muss der Einnehmer seine Entscheidung begründen.

**Art. 36** - Der Zahlungsbefehl wird dem Abgabepflichtigen mittels Zustellung durch Gerichtsvollzieher mitgeteilt, mit der Aufforderung innerhalb von 24 Stunden zu zahlen, bei Strafe von Zwangsvollstreckung durch Pfändung.

Oben auf dem Befehl müssen ein Auszug aus der den Abgabepflichtigen betreffenden Heberolle und eine Abschrift der Vollstreckbarkeitserklärung stehen.

**Art. 37** - Wenn die Zahlungsfrist zu Ende ist, leitet der Einnehmer die Mobiliarzwangsvollstreckung ein, die außer in den weiter unten stehenden Abweichungen auf die durch das Gerichtsgesetzbuch festgesetzte Weise vorgenommen wird.

**Art. 38** - Vor der Pfändung bittet der protokollierende Gerichtsvollzieher den Abgabepflichtigen um Vorlage der Quittungen für die gezahlten Vorschüsse und erwähnt diese Bitte in dem Pfändungsprotokoll.

**Art. 39** - Die Mobiliarzwangsvollstreckung wird vorgenommen, ungeachtet jeglichen Widerstands gegen den Befehl, es sei denn der protokollierende Gerichtsvollzieher meint es ist notwendig dem Einnehmer Bericht zu erstatten, welcher je nach dem Fall befiehlt die Vollstreckung aufzuschieben oder zu den weiteren Verfolgungen überzugehen.

**Art. 40** - Bevor er den Verkauf vornimmt, erklärt der protokollierende Gerichtsvollzieher dies bei dem Einregistrierungsamt. Er erwähnt diese Formalität im Verkaufsprotokoll.

**Art. 41** - Falls kein Anbieter anwesend ist, wird der Verkauf vertagt; die Gegenstände werden gemäß der Erlaubnis des Pfändungsrichters zum nächsten Markt oder an einen anderen vorteilhafteren Ort gebracht.

Der protokollierende Gerichtsvollzieher schreibt in seinem Protokoll, dass keine Versteigerung stattgefunden hat und nimmt einen weiteren Verkauf vor.

**Art. 42** - Nur der Einwand bezüglich der Form der Urkunden hebt die Ausführung auf, in dem Sinne, dass der Verkauf von gepfändeten Gegenständen nur aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses vorgenommen werden kann.

**Art. 43** - Der Einnehmer darf gegenüber Abgabepflichtigen, die durch Abtransport von beweglichen Gütern oder auf eine andere Weise versuchen könnten die Sicherheiten des regionalen Schatzamtes verschwinden zu lassen oder einfach zu reduzieren, die Mobiliarzwangsvollstreckung ohne vorherige Zustellung eines Zahlungsbefehls vornehmen lassen.

In diesem Fall wird die Pfändungsurkunde den Zahlungsbefehl vor der Pfändung enthalten und die verschiedenen in Artikel 22 erwähnten Angaben sowie die Gründe, warum keine vorherige Zustellung eines Zahlungsbefehls stattgefunden hat, vorweisen.

**Art. 44** - Die Immobilizarzwangsvollstreckung wird auf die durch das Gerichtsgesetzbuch festgesetzte Weise vorgenommen. Sie muss Gegenstand einer Genehmigung der Regierung sein.

**Art. 45** - Der Einnehmer fügt dem Antrag auf Genehmigung folgende Dokumente bei:

1° ein durch den Hypothekenbeamten ausgestelltes Zeugnis über die Eintragungen, die die zu enteignenden Güter belasten;

2° ein Dokument, das die folgenden Angaben auflistet:

a. den Namen des in Verzug geratenen Abgabepflichtigen;

b. die Art und den Betrag der beizutreibenden Abgaben

c. der geschätzte Veräußerungswert der besagten Güter;

d. ihr Katastereinkommen;

e. der annähernde Wert der beweglichen Güter, worauf das regionale Schatzamt ein Vorrecht besitzt und deren Pfändung vorgenommen werden könnte.

**Art. 46** - Es ist dem Einnehmer und den protokollierenden Gerichtsvollziehern unter Gefahr der Nichtigkeit des Verkaufs verboten sich Gegenstände, mit deren Verkauf sie beauftragt sind, auf direkte oder indirekte Weise zuzuschlagen oder zuschlagen zu lassen.

**Art. 47** - Wenn es keine anderen pfändenden oder beitreibenden Gläubiger gibt, wird der Erlös des Verkaufs nach Abzug der dem Gerichtsvollzieher geschuldeten Verfolgungskosten dem Einnehmer ausgezahlt.

Wenn es andere pfändende oder beitreibende Gläubiger gibt, nimmt der Gerichtsvollzieher die anteilige Verteilung auf die durch das Gerichtsgesetzbuch festgesetzte Weise vor.

**Art. 48** - Der Einnehmer kann per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief eine vollstreckbare Sicherheitspfändung bei einem Dritten auf die dem Abgabepflichtigen geschuldeten oder gehörenden Summen und Wertpapiere vornehmen lassen. Die Pfändung muss dem Abgabepflichtigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt werden.

**Art. 49** - Diese Pfändung wird ab der Übergabe des Dokuments an den Empfänger wirksam. Sie bewirkt die Aufstellung und die Zusendung einer Pfändungsanzeige durch den Einnehmer gemäß Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

**Art. 50** - Unter Vorbehalt dessen, was in den Artikeln 48 und 49 vorgesehen ist sind die Bestimmungen der Artikel 1539, 1540 1542, Absätze 1 und 2, und 1543 des Gerichtsgesetzbuches auf diese Pfändung anwendbar, wobei der Betrag der Pfändung dem Einnehmer übergeben wird.

**Art. 51** - Die vollstreckbare Drittschuldnerpfändung muss per Zustellung durch Gerichtsvollzieher auf die in den Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Weise vorgenommen werden, wenn aus der Erklärung, zu der der gepfändete Dritte nach der per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vorgenommenen Pfändung gezwungen ist, hervorgeht,

- 1° dass sich der gepfändete Schuldner der vollstreckbaren Drittschuldnerpfändung widersetzt;
- 2° dass der gepfändete Dritte seine Schuld gegenüber dem gepfändeten Schuldner bestreitet;
- 3° dass sich ein anderer Schuldner vor der Pfändung durch der Einnehmer der Übergabe durch den gepfändeten Dritten der durch diesen geschuldeten Summen widersetzt hat;
- 4° dass die gepfändeten Sachen realisiert werden müssen.

**Art. 52** - Die vollstreckbare Drittschuldnerpfändung muss innerhalb eines Monats nach der Aufgabe bei der Post der in Artikel 1542 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Erklärung vorgenommen werden; in Ermangelung davon gilt die in Artikel 48 erwähnte Pfändung als null und nichtig.

In diesem Fall behält die Drittschuldnerpfändung, die durch den Einnehmer per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vorgenommen worden ist, ihre verwahrende Wirkung, wenn der Einnehmer, wie in Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, eine vollstreckbare Drittschuldnerpfändung bei einem Dritten per Zustellung durch einen Gerichtsvollzieher innerhalb eines Monats nach der Aufgabe bei der Post der Erklärung des gepfändeten Dritten vornehmen läßt.

#### *Abschnitt 2. — Wirkung der Beschwerden auf die Beitreibung*

**Art. 53** - Im Falle einer verwaltungsrechtlichen oder gerichtlichen Beschwerde wird die bestrittene Abgabe zuzüglich der Geldstrafe und der etwaigen Zinsen und Kosten als eine feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, die mittels aller Vollstreckungswege beigetrieben werden kann, soweit sie:

- entweder den in der Erklärung des Abgabepflichtigen erwähnten Angaben oder den Angaben, mit denen sich der Abgabepflichtige während des Festsetzungsverfahrens der Abgabe als einverstanden erklärt hat, entspricht;
- oder im Falle einer Besteuerung von Amts wegen in Ermangelung einer Erklärung der gleichartigen Abgabe entspricht, die für das vorherige Steuerjahr zu Lasten des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragen worden ist.

Soweit die bestrittene Abgabe die in Absatz 1 angegebenen Grenzen überschreitet, kann der Einnehmer nur Sicherungspfändungen vornehmen, um die spätere Beitreibung zu sichern.

**Art. 54** - Was die Anwendung des Artikels 53 betrifft ist die aufschiebende Wirkung der gerichtlichen Beschwerde für die erste Instanz, die Berufungsinstanz und die Kassationsinstanz gültig.

**Art. 55** - In Sonderfällen kann der durch die Regierung bezeichnete Beamte in dem durch ihn bestimmten Maße und unter den durch ihn bestimmten Bedingungen die Beitreibung aufschieben lassen.

#### *Abschnitt 3. — Verjährung*

**Art. 56** - Die regionalen Abgaben verjähren nach fünf Jahren ab ihrem Fälligkeitsdatum, so wie dieses aus Artikel 23 des vorliegenden Dekrets hervorgeht.

**Art. 57** - Diese Frist kann auf die in den Artikeln 2244 und folgenden des Zivilgesetzbuches vorgesehene Weise oder durch einen Verzicht auf die abgelaufene Zeit der Verjährung unterbrochen werden.

Falls die Verjährung unterbrochen wird, wird eine neue Verjährung, die auf die gleiche Weise unterbrochen werden kann, fünf Jahre nach der letzten unterbrechenden Handlung der vorherigen Verjährung erlangt, wenn kein Gerichtsverfahren besteht.

#### *KAPITEL VIII. — Recht und Vorrecht des Schatzamtes in Sachen Beitreibung*

**Art. 58** - Was die Beitreibung der Abgaben, Zinsen und Kosten betrifft, besitzt die Region ein allgemeines Vorrecht auf alle beweglichen Güter des Abgabepflichtigen mit Ausnahme der Schiffe und Boote und eine gesetzliche Hypothek auf alle in der Wallonischen Region befindlichen Güter, die dem Abgabepflichtigen gehören und die hypothekarisch belastet werden können.

**Art. 59** - In der hypothekarischen Rangstellung kommt das Vorrecht sofort nach denen, die in den Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16 Dezember 1851 und in Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches erwähnt werden.

**Art. 60** - Die Hypothek wird auf Ansuchen des Einnehmers ungeachtet eines Einspruchs, einer Anfechtung oder einer Beschwerde eingetragen, dies auf Vorlage einer durch den Einnehmer beglaubigten Abschrift des Steuerbescheids, der das Datum der Vollstreckbarkeitserklärung angibt.

**Art. 61** - Der Einnehmer veranlasst die Aufhebung in der verwaltungsrechtlichen Form, ohne dass er dem Hypothekenbeamten gegenüber die Berechtigung der Zahlung der geschuldeten Summen erbringen muss.

**Art. 62** - Die Kosten für die mit der gesetzlichen Hypothek verbundenen hypothekarischen Formalitäten gehen zu Lasten des Abgabepflichtigen.

KAPITEL IX. — *Verwaltungsrechtliche Strafen*

**Art. 63** - Falls wider das vorliegende Dekret oder das die Abgabe festsetzende Dekret mit der Absicht sich der Abgabe zu entziehen gehandelt wird, wird letztere von Rechts wegen um ein Bußgeld in Höhe von 100 % des Betrags der Abgabe, der der Abgabepflichtige sich zu entziehen versucht hat, erhöht.

Jegliche Handlung wider die in Artikel 11 des vorliegenden Dekrets erwähnten Regeln, die durch eine Drittperson verübt wird, wird mit einer Geldstrafe in Höhe von 25 000 BEF geahndet.

Diese Geldstrafen werden auf die gleiche Weise wie die Abgabe, auf welche sie sich beziehen, festgesetzt und beigetrieben.

**Art. 64** - Die Regierung oder ihr Beauftragter entscheidet über die Anträge auf Erlass der steuerlichen Geldstrafen und schließt die Vergleiche mit den Abgabepflichtigen ab, soweit sie keine Abgabebefreiung oder -ermäßigung umfassen.

KAPITEL X. — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 65** - Die nachstehenden Abänderungen werden im Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgenommen:

1° in Kapitel II, Abschnitt II eingefügt durch das Dekret vom 16. Juli 1998 wird die Überschrift des Unterabschnitts 1 durch die folgende Überschrift ersetzt: «Tatbestand, an den die Abgabe geknüpft wird»;

2° in Artikel 6*bis* eingefügt durch das Dekret vom 16. Juli 1998 wird der Wortlaut «die Gebühr auf die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Abfälle «durch den Wortlaut «die erwähnte Abgabe» ersetzt;

3° in den Artikeln 6*ter*, 6*quingies*, 18*ter* und 25, Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 16. Juli 1998 wird der Wortlaut «der Gebühr» durch den Wortlaut «der Abgabe» ersetzt;

4° in den Artikeln 6*quater* und 18*bis* eingefügt durch das Dekret vom 16. Juli 1998 wird der Wortlaut «die Abfallgebühr» durch den Wortlaut «die Abfallabgabe» ersetzt;

5° Artikel 21, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992, wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«In Ermangelung der Zahlung des Vorschusses innerhalb der festgesetzten Frist wird der geschuldete Verzugszins auf die geschuldete Summe pro Verzugstag auf der Grundlage von dreihundertfünfundsechzig Kalendertagen gerechnet.»;

6° in Artikel 28, Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 1998, wird der Wortlaut «oder die Gebühr» gestrichen, und der Wortlaut «der umgangenen bzw. nicht fristgemäß gezahlten Abgabe oder Gebühr» durch den Wortlaut «der umgangenen bzw. nicht fristgemäß gezahlten Abgabe.» ersetzt.

**Art. 66** - Die folgenden Artikel werden im Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region aufgehoben:

1° Artikel 17;

2° Artikel 18, §§ 2 und 3, abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 1998;

3° die Artikel 20, Absatz 3, 22, Absatz 4, 23, 23*bis*, 23*ter* und 24, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

4° die Artikel 26, 27, 29 und 30, abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 1998;

5° Artikel 31;

6° Artikel 32 abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 1998;

7° Artikel 33;

8° Artikel 34 ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,  
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*

*Dokumente des Rats*, 507 (1998-1999) Nrn. 1 bis 5.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 28. April 1999. — Diskussion. — Abstimmung.

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2169

[C - 99/27513]

**6 MEI 1999 — Decreet betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake  
de directe gewestelijke belastingen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de directe belastingen die gevestigd worden bij decreten van het Waalse Gewest, behalve voor zover bedoelde decreten daarvan afwijken.

**Art. 2.** De Regering wijst de ambtenaren aan die belast zijn met het in ontvangst nemen en het nazien van de aangiften, het vestigen en het inkohieren van de directe gewestelijke belastingen.

**Art. 3.** De gewestelijke belastingen worden in jaarlijkse of in bijzondere kohieren ingeschreven.

**Art. 4.** De Regering bepaalt :

1. de wijze waarop de aangiften en de kohieren worden opgesteld, de wijze waarop van de kohieren kennis wordt gegeven, de betalingen worden doorgevoerd en de kwitanties afgeleverd;

2. het tarief van de vervolgingskosten.

**Art. 5.** Mededelingen in verband met de aangifte en de controle worden, evenals de aanslagbiljetten, in een verzegelde enveloppe aan de belastingplichtige overgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Aangifte van belasting*

**Art. 6.** De belastingplichtigen die een aangifte van belasting moeten indienen, dienen gebruik te maken van het formulier dat door de Regering is vastgesteld.

Bedoelde formulieren worden afgeleverd door de dienst die door de Regering is aangewezen.

**Art. 7.** Om het formulier in te vullen, dienen de daarop vermelde aanwijzingen te worden gevolgd. Belastingformulieren moeten voor echt verklaard, van een datum voorzien en ondertekend worden.

Stukken en inlichtingen die krachtens het formulier verplicht moeten worden voorgelegd, maken onlosmakelijk deel uit van de aangifte en moeten bij de aangifte worden gevoegd.

Afschriften van stukken moeten voor eensluidend worden verklaard; de andere bijlagen moeten voor echt verklaard, van een datum voorzien en ondertekend worden, behalve indien ze van derden uitgaan.

De aangifte van belasting moet binnen de op het belastingformulier vermelde termijn aan de betrokken dienst worden opgestuurd of overhandigd.

**Art. 8.** Is de belastingplichtige overleden of is hij handelingsonbekwaam, hebben, in het eerste geval, de erfgenamen of de algemene legatarissen dan wel begiftigden en, in het tweede geval, de wettelijke vertegenwoordiger de plicht om aangifte van belasting te doen.

Voor ontbonden vennootschappen komt die plicht aan de vereffenaars toe.

**Art. 9.** Gemachtigden mogen eveneens het ondertekenen van aangiften op zich nemen, maar moeten in dat geval het bewijs van de machtiging leveren dat hen in staat stelt te handelen.

Belastingplichtigen die niet kunnen lezen of ondertekenen, mogen hun aangiften laten invullen door de ambtenaren van de dienst waar de aangifte moet worden ingediend, op voorwaarde dat de vereiste aanwijzingen worden gegeven. Die omstandigheid wordt dan op de aangifte vermeld, welke ondertekend wordt door de ambtenaar bij wie de aangifte is geschied.

**Art. 10.** Binnen de termijn van één maand nadat de aanvraag daartoe is opgestuurd, dienen de belastingplichtigen zonder zich te verplaatsen alle inlichtingen, boeken en stukken over te maken die door het bestuur nodig worden geacht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen.

Die inlichtingen kunnen betrekking hebben op de verrichtingen waaraan de belastingplichtige deelachtig was en mogen worden aangewend om de belasting te heffen op derden die eveneens aan die verrichtingen deel hadden.

**Art. 11.** Het bestuur mag voor een welbepaalde belastingplichtige zich schriftelijke attesten laten uitreiken, derden verhoren en van natuurlijke en rechtspersonen, en van verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, diensten, openbare instellingen en inrichtingen uitgesloten, eisen dat alle inlichtingen die het bestuur nodig acht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen, binnen de door het bestuur opgelegde termijn worden verstrekt, waarbij bedoelde termijn om wettige redenen kan worden verlengd.

**Art. 12.** Om te bepalen of een persoon aan de belasting dient te worden onderworpen en om belastinggrondslag en -bedrag vast te stellen mag de door de Regering aangewezen dienst alle bewijsmiddelen aanwenden die door het gemene recht worden toegelaten, behalve de eed.

HOOFDSTUK III. — *Aanslagprocedure*

*Afdeling 1. — Wijziging van de aangifte*

**Art. 13.** Indien het bestuur meent dat de bestanddelen die de belastingplichtige in zijn aangifte opgenomen heeft, dienen te worden gewijzigd, worden laatstgenoemde bij ter post aangetekend schrijven de bestanddelen medegedeeld die het bestuur voornemens is in de plaats te stellen van de in de aangifte opgenomen bestanddelen, waarbij de redenen worden opgegeven die de wijziging van aangifte kennelijk staven.

**Art. 14.** De belastingplichtige mag het bestuur binnen één maand te rekenen vanaf de datum waarop de wijziging van aangifte is opgestuurd, waarbij bedoelde termijn om wettige redenen kan worden verlengd, kennis geven van de bemerkingen waarop hij van zins is zich te beroepen.

Vóór het verstrijken van bedoelde termijn mag de belasting niet worden gevestigd, tenzij de rechten van de gewestelijke Schatkist wegens een andere reden dan het verstrijken van de aanslagtermijn in gevaar zijn.

*Afdeling 2. — Aanslag van ambtswege*

**Art. 15.** Het bestuur mag de aanslag van ambtswege doorvoeren op grond van de belastinggrondslag die vermoed wordt naar aanleiding van de bestanddelen waarover wordt beschikt in gevallen waarin de belastingplichtige:

- verzuimd heeft om binnen de vereiste termijn indiening te doen van de aangifte waartoe hij bij het decreet tot vestiging van de belasting verplicht is;
- verzuimd heeft om de door het bestuur opgevraagde inlichtingen binnen de vastgestelde termijn te verstrekken of de van hem geëiste boeken en stukken over te maken.

**Art. 16.** Vóór de aanslag van ambtswege gevestigd wordt, geeft het bestuur de belastingplichtige bij ter post aangetekend schrijven kennis van de redenen waarom tot deze maatregel is beslist, van de bestanddelen waarop de aanslag steunt, van de wijze waarop bedoelde bestanddelen zijn bepaald en van het belastingbedrag.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum waarop bedoelde kennisgeving is opgestuurd om zijn bemerkings schriftelijk mede te delen.

**Art. 17.** Bij aanslag van ambtswege is het de belastingplichtige die het bewijs van het juiste bedrag van de belastinggrondslag moet leveren, behalve indien de belastingplichtige aantoont dat hij om wettige redenen verhinderd is zijn verplichtingen binnen de vastgestelde termijn na te komen of indien de aanslag van ambtswege op basis van de grondslag die vermeld is in het bericht van aanslag van ambtswege gevestigd werd vóór het verstrijken van de termijn voorzien in artikel 14, om reden dat de rechten van de Schatkist in gevaar zijn.

*HOOFDSTUK IV. — Aanslagtermijn en eisbaarheid van de belasting*

**Art. 18.** De kohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar die door de Regering is aangewezen.

**Art. 19.** Het belastbaar tijdperk valt samen met het kalenderjaar waarop de voor belasting in aanmerking genomen toestand betrekking heeft, of met het deel van het kalenderjaar waarin de belastingplichtige de voorwaarden heeft vervuld om aan de belasting te worden onderworpen.

Het aanslagjaar valt samen met het kalenderjaar dat volgt op het belastbaar tijdperk.

In afwijking van het tweede lid valt het aanslagjaar voor de belasting op het huisvuil bedoeld in afdeling 1 van hoofdstuk II van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest samen met het belastbare tijdperk.

De belasting die voor een aanslagjaar verschuldigd is, wordt gevestigd op basis van de belastbare grondslag die betrekking heeft op het belastbare tijdperk.

**Art. 20.** De belasting moet uiterlijk gevestigd zijn op 30 juni van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.

Indien de aangifte die door dit decreet of door het decreet tot vestiging van de belasting niet is ingediend binnen de termijn voorgeschreven bij artikel 7 of indien de verschuldigde belasting meer bedraagt dan de belasting die betrekking heeft op de bestanddelen vermeld in het aangifteformulier, kan de belasting of de aanvullende belasting alsnog gedurende drie jaar te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar worden gevestigd.

Indien het decreet tot vestiging van de belasting met bedrieglijk opzet wordt overtreden, wordt bedoelde termijn met twee jaar verlengd.

**Art. 21.** Zodra de kohieren uitvoerbaar zijn verklaard, wordt er van de kohieruittreksels kennis gegeven aan de betrokken belastingplichtigen.

**Art. 22.** Op het aanslagbiljet moeten vermeld staan :

1. de woorden « Région wallonne » (« Waals Gewest »);
2. de identiteit (naam en voornaam dan wel benaming) en het adres van de belastingplichtige;
3. de verwijzing naar het decreet tot vestiging van de belasting en, als bijlage, uittreksels uit bedoeld decreet;
4. het aanslagjaar;
5. het artikelnummer van het kohier van de betreffende belasting;
6. de datum van het visum dat het kohier uitvoerbaar verklaart;
7. de berekeningsgrondslag en het belastingbedrag;
8. de datum van eisbaarheid van de belasting;
9. de vermelding van naam en adres van de dienst die belast is met het vestigen van de belasting;
10. de vermelding van naam en adres van de dienst die belast is met de inning van de belasting en vermelding van de rekening waarop de belasting moet worden betaald;
11. de vermelding van naam en adres van de ambtenaar bij wie het administratief verhaal kan worden ingediend en de termijn waarbinnen het verhaal moet worden ingediend.

**Art. 23.** De belasting moet uiterlijk worden betaald binnen twee maanden volgend op de datum waarop het aanslagbiljet is toegestuurd.

**Art. 24.** Indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn, zijn de belastingen onmiddellijk tegen het totale bedrag eisbaar.

*HOOFDSTUK V. — Rechtsmiddelen**Afdeling 1. — Administratief verhaal*

**Art. 25.** Tegen de belasting die jegens de belastingplichtigen is gevestigd, kunnen bezwaarschriften worden ingediend bij de door de Regering aangewezen ambtenaar.

Het bezwaar moet met redenen omkleed en, op straffe van verval, uiterlijk voorgelegd worden binnen drie maanden na de datum waarop de belastingplichtige het aanslagbiljet toegestuurd heeft gekregen.

**Art. 26.** Door een met redenen omklede beslissing beslist de door de Regering aangewezen ambtenaar als administratieve overheid over het bezwaar.

In de beslissing moet vermeld worden dat een gerechtelijk beroep mogelijk is en moet worden aangegeven binnen welke termijn bedoeld beroep moet worden ingediend.

**Art. 27.** De door de Regering aangewezen ambtenaar staat de ontheffing toe van overbelastingen die toe te schrijven zijn aan materiële vergissingen en dubbele heffingen en van overbelastingen die zouden blijken uit bewijskrachtige nieuwe stukken of feiten welke de belastingplichtige om wettige redenen pas laattijdig heeft kunnen voorleggen of aanvoeren, op voorwaarde dat bedoelde overbelastingen door het bestuur vastgesteld of aan de belastingplichtige gemeld zijn binnen drie jaar te rekenen van 1 januari van het jaar waarin de belasting is gevestigd.

#### *Afdeling 2. — Gerechtelijk beroep*

**Art. 28.** Indien het bezwaar wordt afgewezen of indien de door de Regering aangewezen ambtenaar binnen zes maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het bezwaarschrift door bedoeld ambtenaar geen beslissing heeft getroffen, kan de belastingplichtige een gerechtelijk beroep indienen tegen de beslissing getroffen door bedoeld ambtenaar of, bij gebreke van beslissing, voor de burgerlijke rechtbank een gerechtelijk beroep indienen tegen de heffing.

Het gerechtelijk beroep moet met redenen zijn omkleed.

Het beroep moet ingediend worden bij deurwaardersexploot dat betekend moet worden aan het Gewest in de persoon van de Minister-President.

Het gerechtelijk beroep dat gericht is tegen een beslissing tot afwijzing van het bezwaar moet worden ingediend binnen drie maanden nadat het bestuur de belastingplichtige kennis gegeven heeft van de beslissing.

Indien gerechtelijk beroep ingediend wordt omdat over het bezwaar geen beslissing is getroffen na verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, wordt de behandeling van het bezwaar aan de door de Regering aangewezen ambtenaar onttrokken.

### HOOFDSTUK VI. — *Interest*

#### *Afdeling 1. — Nalatigheidsinterest ten laste van de belastingplichtige*

**Art. 29.** Bij niet-betaling binnen de termijn vastgesteld bij artikel 23 is van rechtswege een nalatigheidsinterest verschuldigd waarvan de voet gelijk is aan de wettelijke rentevoet.

**Art. 30.** Die interest wordt voor elke belasting per kalendermaand berekend op de nog verschuldigde som en wordt naar het lagere duizendtal afgerond ofwel vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de vervalddag ligt, ofwel, voor zover er een som toegerekend werd op de verschuldigde hoofdsom, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de voorgaande betaling werd verricht en tot en met de laatste dag van de maand waarin de betaling wordt verricht.

Er is geen interest verschuldigd indien diens bedrag lager is dan 1 000 frank.

**Art. 31.** De Regering of diens afgevaardigde kan tegen de voorwaarden die zij zelf bepaalt gedeeltelijke of gehele vrijstelling van nalatigheidsinteressen verlenen.

#### *Afdeling 2. — Moratoriumsinterest ten laste van het gewest*

**Art. 32.** Bij teruggaaf van belastingen of nalatigheidsinteressen wordt de belastingplichtige een moratoriumsinterest toegekend waarvan de voet gelijk is aan de wettelijke rentevoet.

**Art. 33.** Die interest wordt per kalenderjaar berekend op het bedrag van elke naar het lager duizendtal afgeronde betaling; de maand waarin de betaling verricht wordt, wordt buiten beschouwing gelaten, maar de maand waarin de belastingplichtige het bericht toegestuurd krijgt dat de terug te geven som te zijner beschikking wordt gesteld, wordt als een hele maand beschouwd.

**Art. 34.** Er wordt geen enkele moratoriumsinterest toegekend :

1. indien de som van die interest minder bedraagt dan 1 000 frank per maand;
2. indien de terugbetaling voortvloeit uit kwijtschelding of vermindering van boete.

### HOOFDSTUK VII. — *Invordering*

#### *Afdeling 1. — Vervolging*

**Art. 35.** Indien de belasting, de boete en de eisbare interest niet betaald worden, kan de ontvanger der belastingen en retributies (hierna genoemd de ontvanger) een dwangschrift afleveren.

In het dwangschrift worden de gegevens van het aanslagbiljet weergegeven.

Enkel de ontvanger is bevoegd om vervaldata en termijnen toe te kennen. Indien de vervaldata en termijnen waarom is verzocht, worden geweigerd, dient de ontvanger zijn beslissing met redenen te omkleden.

**Art. 36.** Het dwangschrift wordt aan de belastingplichtige betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot, met bevel om binnen 24 uur te betalen op straffe van uitvoering bij wijze van beslag.

Voorop in het dwangbevel moet een kohieruittreksel betreffende de belastingplichtige en een afschrift van de uitvoerbaarverklaring worden opgenomen.

**Art. 37.** Zodra de in het dwangbevel vermelde termijn verstreken is, laat de ontvanger uitvoerend beslag op roerend goed leggen volgens de wijze vastgesteld door het Gerechtelijk Wetboek en behalve de daarin voorziene afwijkingen.

**Art. 38.** Vóór het beslag eist de instrumenterend deurwaarder van de belastingplichtige dat laatstgenoemde hem de kwitantie van de gestorte aanbetalingen overmaakt en vermeldt deze opeising in het proces-verbaal van beslag.

**Art. 39.** Er wordt een uitvoerend beslag op roerend goed gelegd niettegenstaande elk verzet tegen het dwangbevel, tenzij de instrumenterend deurwaarder het nuttig acht om zich tot de ontvanger te wenden, die, volgens het geval, beveelt uitstel te verlenen voor of geen rekening te houden met verdere vervolging.

**Art. 40.** Voordat de instrumenterend deurwaarder tot verkoop overgaat, doet hij daar aangifte van bij het registratiekantoor.

Die formaliteit wordt in het proces-verbaal van verkoop vermeld.

**Art. 41.** Indien er geen kopers opdagen, wordt de verkoop uitgesteld en worden de voorwerpen krachtens de toelating van de beslagrechter overgebracht naar de meest naburige markt of naar een voordeligere plaats.

De instrumenterend deurwaarder stelt een proces-verbaal van niet-verkoop op en voorziet in een nieuwe verkoping.

**Art. 42.** Enkel het verzet dat gericht is tegen de vorm van de akten schort de uitvoering op, in die zin dat de verkoop van de voorwerpen pas doorgevoerd kan worden na gerechtelijke beslissing.

**Art. 43.** Tegenover belastingplichtigen die door roerende voorwerpen weg te halen of op andere wijze zouden trachten om de waarborgen van de gewestelijke Schatkist te doen verdwijnen of eenvoudigweg te verminderen, kan de ontvanger een uitvoerend beslag op roerend goed laten leggen zonder op voorhand een dwangbevel te laten betekenen.

In dat geval houdt het exploit van het beslag bevel voorafgaand aan beslag in en vermeldt dat exploit de gegevens bedoeld in artikel 22 en de gronden waarop het niet op voorhand betekenen van een dwangbevel steunen.

**Art. 44.** Het uitvoerend beslag op onroerend goed wordt doorgevoerd volgens de wijze vastgelegd door het Gerechtelijk Wetboek. Het beslag moet door de Regering worden goedgekeurd.

**Art. 45.** Bij zijn vraag om goedkeuring voegt de ontvanger

1. een door de hypotheekbewaarder afgeleverd certificaat der inschrijvingen waarmee de te onteigenen goeden zijn bezwaard;

2. een staat waarop zijn vermeld :

a. de naam van de belastingplichtige met betaalachterstand;

b. de aard en het bedrag van de in te vorderen belastingen;

c. de geschatte verkoopwaarde van bedoelde goederen;

d. hun kadastraal inkomen;

e. de bij benadering geschatte waarde van de roerende voorwerpen die worden aangerekend op het voorrecht van de gewestelijke Schatkist en waarop beslag zou kunnen worden gelegd.

**Art. 46.** De ontvanger en de instrumenterende deurwaarders mogen zich op straffe van nietigheid van de verkoop geen enkel voorwerp waarvan zij de verkoop vervolgen rechtsreeks of onrechtstreeks toeëigenen.

**Art. 47.** Indien er geen andere schuldeisers beslag gelegd of verzet aangetekend hebben, wordt de opbrengst van de verkoop na aftrek van de vervolgingskosten die aan de deurwaarder toekomen, aan de ontvanger gestort.

Indien er andere schuldeisers beslag gelegd of verzet aangetekend hebben, wordt de opbrengst volgens de wijze vastgelegd door het Gerechtelijk Wetboek evenredig verdeeld door de gerechtsdeurwaarder.

**Art. 48.** Bij ter post aangetekend schrijven kan de ontvanger in de handen van een derde uitvoerend beslag op derden laten leggen over bedragen en vooverpen verschuldigd of toebehorend aan de belastingplichtige.

Het beslag moet de belastingplichtige bij ter post aangetekend schrijven worden aangezegd.

**Art. 49.** Dat beslag heeft uitwerking te rekenen vanaf de overhandiging van het stuk aan de bestemming.

Naar aanleiding daarvan wordt door de ontvanger overeenkomstig artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek een bericht van beslag opgesteld en opgestuurd.

**Art. 50.** Onder voorbehoud van wat voorzien is in de artikelen 48 en 49 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1453 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dat beslag, met dien verstande dat het bedrag van het beslag in de handen van de ontvanger wordt gelegd.

**Art. 51.** Het uitvoerend beslag onder derden moet per deurwaardersexploot worden gelegd op de wijze voorzien bij de artikelen 1539 tot en met 1544 van het Gerechtelijk Wetboek indien blijkt uit de verklaring die de derde beslagene na het beslag bij ter post aangetekend schrijven moet afgeven, dat :

1. de verschuldigde op wie het beslag geldt zich tegen het uitvoerend beslag onder derden verzet;

2. de derde beslagene zijn schuld tegenover de verschuldigde op wie het beslag geldt bestrijdt;

3. dat er een andere schuldeiser zich vóór het beslag door de ontvanger verzet tegen de overhandiging door de derde beslagene van de sommen die hij verschuldigd is;

4. dat de vooverpen waarop beslag is gelegd vervreemd moeten worden.

**Art. 52.** Het uitvoerend beslag onder derden moet worden gelegd binnen één maand nadat de verklaring voorzien bij artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek bij de post is afgeleverd; zoniet wordt het beslag bedoeld in artikel 48 geacht onbestaand te zijn.

In dat geval behoud het uitvoerend beslag onder derden dat door de ontvanger bij ter post aangetekend schrijven is gelegd, zijn bewarende werking indien de ontvanger zoals voorzien bij artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek een uitvoerend beslag onder derden laat leggen in de handen van de derde binnen de maand die volgt op het afgeven aan de post van de verklaring van de derde beslagene.

#### *Afdeling 2. — Uitwerking van het beroep op de invordering*

**Art. 53.** Indien er een administratief verhaal of een gerechtelijk beroep wordt ingediend, wordt de omstreden belasting, gebeurlijk vermeerderd met de boete, de interest en de kosten, beschouwd als een vaststaande schuld die op alle wijzen van uitvoering mag worden ingevorderd, voor zover ze beantwoordt :

- aan de gegevens die vermeld zijn in de aangifte van de belastingplichtige of aan gegevens waarmee de belastingplichtige zich akkoord heeft verklaard bij het vestigen van de belasting;

- of, in geval van aanslag van ambtswege bij gebreke van aangifte, aan de belasting van dezelfde aard die ingekohierd werd ten laste van de belastingplichtige voor het voorgaande aanslagjaar.

Voor zover de omstreden belasting de perken vermeld onder het eerste lid overschrijdt, kan de ontvanger enkel bewarend beslag laten leggen met het oog op het waarborgen van de latere invordering.

**Art. 54.** Voor de toepassing van artikel 53 geldt de opschortende kracht van het gerechtelijk beroep voor de eerste aanleg, voor de aanleg in beroep en in verbreking.

**Art. 55.** In bijzondere gevallen kan de door de Regering aangewezen ambtenaar de invordering laten uitstellen binnen de perken en tegen de voorwaarden die hij vastlegt.

#### *Afdeling 3. — Verjaring*

**Art. 56.** Gewestelijke belastingen verjaren na vijf jaar vanaf vervaldatum zoals deze datum blijkt uit artikel 23 van dit decreet.

**Art. 57.** Die termijn kan worden gestuit op de wijze voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of door afstand van de verstreken tijd van de verjaring.

Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank plaats heeft gevonden.

#### *HOOFDSTUK VIII. — Recht en voorrecht van de schatkist inzake invordering*

**Art. 58.** Voor de invordering van de belastingen, de interest en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goeden van de belastingplichtige met uitzondering van de schepen en boten en een wettelijke hypotheek op alle in het Waals Gewest gelegen goeden die aan de belastingplichtige toebehoren en die voor hypotheek in aanmerking kunnen komen.

**Art. 59.** Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na de voorrechten vermeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Boek II van het Handelswetboek.

**Art. 60.** De hypotheek is ingeschreven op verzoek van de ontvanger niettegenstaand verzet, bezwaar of beroep op voorlegging van een door de ontvanger voor eensluidend verklaard afschrift van de aanslag waarin de datum van de tenuitvoerbaarverklaring van het kohier is vermeld.

**Art. 61.** De ontvanger verstrekt handlichting in de administratieve vorm zonder dat hij tegenover de hypotheekbewaarder verplicht is tot het staven van de betaling van de verschuldigde sommen.

**Art. 62.** De hypothecaire formaliteitskosten met betrekking tot de wettelijke hypotheek zijn ten laste van de belastingplichtige.

#### *HOOFDSTUK IX. — Administratieve straffen*

**Art. 63.** Indien dit decreet of het decreet tot vestiging van de belasting overtreden worden met de bedoeling om de belasting te ontduiken wordt deze belasting van rechtswege vermeerderd met een boete ten belope van 100 % van het bedrag van de belasting dat de belastingplichtige getracht heeft te ontduiken.

Elke overtreding van de regels bedoeld in artikel 11 van dit decreet die door een derde wordt begaan, wordt beboet met een boete van 25 000 frank.

Die boetes worden gevestigd en ingevorderd op dezelfde wijze als de belasting waarop ze slaan.

**Art. 64.** De Regering of haar afgevaardigde spreken zich uit over de verzoekschriften m.b.t. de kwijtschelding van de fiscale boetes en gaat dadingen aan met de belastingplichtigen voor zover bedoelde dadingen niet de vrijstelling of vermindering van belasting als voorwerp hebben.

#### *HOOFDSTUK X. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 65.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in hoofdstuk II, afdeling II ingevoegd bij het decreet van 16 juli 1998, wordt het opschrift van de eerste onderafdeling vervangen door volgend opschrift : « Feit dat tot belasting aanleiding geeft »;

2. in artikel 6bis ingevoegd bij decreet van 16 juli 1998 worden de woorden « op bedoelde afvalstoffen voorziene heffing » vervangen door de woorden « van de bedoelde belasting »;

3. in de artikelen 6ter, 6quinquies, 18ter en 25, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 16 juli 1998, worden de woorden « van de heffing » vervangen door de woorden « van de belasting »;

4. in de artikelen 6quater en 18bis, ingevoegd bij decreet van 16 juli 1998, worden de woorden « De heffing » vervangen door de woorden « De belasting »;

5. artikel 21 van het decreet van 17 december 1992 wordt aangevuld met het volgende lid : « Bij gebreke van betaling van het voorschot binnen de vastgestelde termijn wordt de verschuldigde nalatighedsinterest berekend op de som die per dag vertraging is verschuldigd op een basis van driehonderd vijfenzestig kalenderdagen. »;

6. in artikel 28, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 1998, worden de woorden « of de heffing » geschrapt en worden de woorden « de ontdoken of betaalde belasting of heffing » vervangen door de woorden « de ontdoken of betaalde belasting ».

**Art. 66.** In het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belastingen op de afvalstoffen in het Waalse Gewest worden opgeheven :

1. artikel 17;

2. artikel 18, §§ 2 en 3, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 1998;

3. de artikelen 20, derde lid, 22, vierde lid, 23, 23bis, 23ter en 24, vervangen door het decreet van 17 december 1992;

4. de artikelen 26, 27, 29 en 30, gewijzigd bij decreet van 16 juli 1998;

5. artikel 31;

6. artikel 32, gewijzigd bij decreet van 16 juli 1998;

7. artikel 33;

8. artikel 34, vervangen bij decreet van 17 december 1992.



Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Waalse Gewestraad 507 (1998-1999) nrs. 1 tot en met 5.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999. — Bespreking. — Stemming.*



F. 99 — 2170

[C - 99/27514]

**20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 27;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Vu la décision de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets tel que formulé actuellement ne permet pas aux communes n'ayant pas introduit une proposition de convention, avant le 31 décembre 1998, de bénéficier de subventions en 1999;

Considérant qu'il en ressort un préjudice important pour ces communes;

Considérant qu'il importe que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au même moment que le plan des centres d'enfouissement technique;

Considérant que les désagréments ressentis par la population et pouvant être liés à ce type d'infrastructures doivent pouvoir être rencontrés par les communes afin de diminuer l'impact sur les riverains directs tout en sauvegardant la mise en place de cet outil nécessaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, il est inséré un chapitre IV, nouveau libellé, comme suit :

« CHAPITRE IV. — *Des subventions pour la prise en charge des contraintes liées à l'implantation d'un centre d'enfouissement technique pour déchets ménagers et industriels non dangereux*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Des bénéficiaires, de l'objet des subventions et de l'obligation des bénéficiaires des subventions

*Sous-section 1<sup>re</sup>.* — Des bénéficiaires des subventions

Art. 26. Seules les communes répondant aux conditions suivantes peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent chapitre :

1° un centre d'enfouissement technique pour déchets ménagers et industriels non dangereux est autorisé et en exploitation sur le territoire communal conformément au décret relatif aux déchets et au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou est autorisé et en exploitation dans une commune limitrophe;

2° la capacité résiduelle du centre d'enfouissement technique telle qu'autorisée est de plus de 100.000 m<sup>3</sup>;

3° pour une même surface de centre d'enfouissement technique telle qu'autorisée dans le permis d'urbanisme, la commune n'a jamais bénéficié de subvention faisant l'objet du présent chapitre.